



BULLETIN | **Q1-CAR**
TRIMESTRIEL | **2023**

Mot du Représentant

2023 démarre avec les conséquences accentuées de la crise en Ukraine.

Le coût de vie et les produits de première nécessité ont suivi la flambée des prix ainsi que les difficultés de s'approvisionner en hydrocarbure, ce qui affecte considérablement le panier de la ménagère et accentue davantage les obstacles à l'épanouissement et l'autonomisation des femmes et des filles Centrafricaine.

Ce trimestre, nous rappelle avec insistance que l'équilibre entre les sexes dans la participation à la vie politique et la prise de décisions, l'autonomisation des femmes et des filles pour une meilleure participation de tous au développement reste d'actualité et ne sont pas vains mots. Grâce aux organisations de femmes et de défense des droits des femmes en Centrafrique, ONU Femmes est reconnue comme un partenaire privilégié du gouvernement, de la société civile et des organisations partenaires du développement dans tous les secteurs clefs liés à l'égalité des sexes.

Nul n'est besoin de rappeler que le mois de mars, consacré aux droits des femmes mais aussi et surtout aux plaidoyers pour une effective équité du genre a été l'occasion de remettre au Ministre d'Etat Chargé de la Justice, de la Promotion des Droits Humains et de la Bonne Gouvernance, Garde des Sceaux le rapport du diagnostic des lois discriminatoires à l'égard des femmes ainsi que son plan d'action. Dans cette perspective, « Pour un monde digital inclusif : Innovation et Technologies pour l'égalité des sexes » et « les approches pour une intégration efficiente du genre dans le secteur de la défense et de la sécurité » ont été au cœur des débats pendant des sessions de café débats. Nonobstant le suivi des interventions dans la Haute-Kotto, le Premier ministre chef du gouvernement a procédé au lancement de la campagne nationale d'appui à la participation politique des femmes et à la prévention des violences faites à leur encontre pendant les élections locales de 2023 en RCA.

Dans cette édition de notre bulletin d'information, nous sommes heureux de partager avec vous une vue d'ensemble des activités réalisées durant le premier trimestre 2023 pour l'équité du genre.

Nous vous souhaitons une bonne lecture.

Salutations cordiales.

Salvator NKURUNZIZA

Représentant Pays ONU Femmes Centrafrique



Sommaire :

LA HAUTE-KOTTO ET LA VAKAGA AU CENTRE DES RÉFLEXION POUR UNE RÉPONSE APPROPRIÉE AUX BESOINS DES POPULATIONS AFFECTÉES 04

LE PREMIER MINISTRE CHEF DU GOUVERNEMENT LANCE LA CAMPAGNE NATIONALE D'APPUI À LA PARTICIPATION POLITIQUE DES FEMMES ET À LA PRÉVENTION DES VIOLENCES FAITES À LEUR ENCONTRE PENDANT LES ÉLECTIONS LOCALES DE 2023 EN RCA 05

ZOOM SUR LE MOIS DE MARS 2023 06

LES APPROCHES POUR UNE INTÉGRATION EFFICENTE DU GENRE DANS LE SECTEUR DE LA DÉFENSE ET DE LA SÉCURITÉ 08

LES OPPORTUNITÉS QU'OFFRENT LE NUMÉRIQUE NE SONT PLUS À DÉMONTRER, MAIS CES OPPORTUNITÉS SEMBLANT ÊTRE MOINS PROFITABLES AUX FEMMES ET AUX FILLES DU MONDE 09

EMISSION E LE SONGO : LES DÉBATS SUR LES APPROCHES D'INTÉGRATION EFFICENTE DU GENRE DANS LES FORCES ARMÉES CENTRAFRICAINES ET LE DIGITAL INCLUSIF : INNOVATION ET TECHNOLOGIES POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES S'INVITENT À LA RADIO NDEKE LUKE (FONDATION HIRONDELLE) 11

ONU FEMMES CENTRAFRIQUE FAIT ÉTABLIR 28 000 ACTES DE NAISSANCES AUX FEMMES ET FILLES EN ÂGE DE VOTER AFIN D'ACCROITRE LE TAUX DE PARTICIPATION FÉMININE AUX PROCESSUS ÉLECTORAUX EN RCA 12

PORTRAIT - NOVELLA NIKWIGIZE, L'ÉGALITÉ DES SEXES ET L'AUTONOMISATIONS DES FEMMES ET DES FEMMES EST PLUS QU'UN CONCEPT 13

La Haute-Kotto et la Vakaga au centre des réflexions pour une réponse appropriée aux besoins des populations affectées



Production de savon artisanale (saponification)
par les femmes de la ville de Bria

Pendant environ 8 jours, ONU Femmes en République Centrafricaine a organisé une mission dans la Haute-Kotto, afin de faire le suivi des interventions en cours et de lancer les activités prochaines dans le Triangle, en réponse aux besoins des populations affectées dans la Haute-Kotto et la Vakaga.

Un an depuis la mise en œuvre de l'intervention en appui à la santé mentale des populations de Bria et ses environs, la mission a servi à mesurer ses effets auprès de la communauté, en vue de faire des recommandations permettant d'atteindre efficacement les objectifs du projet «Appui au processus de guérison des traumatismes individuels et collectifs des communautés de Bria et Bangassou en vue de la prévention des conflits et des violences», financé par le Fonds de la consolidation de la Paix (UNPBF) et toujours en cours de mise en œuvre.

Par ailleurs, grâce au financement du Gouvernement Japonais, ONU Femmes a conduit une mission exploratoire en vue du lancement prochain du Projet qui vise à «Fournir une aide humanitaire supplémentaire aux femmes et aux filles touchées par la crise en République Centrafricaine»,

et qui sera mis en œuvre dans la Haute-Kotto et la Vakaga, et plus particulièrement dans la zone communément appelée « le Triangle », affectée pendant longtemps par les activités des groupes armés et l'absence des biens et services de base.

Il ressort de cette mission des actions suivantes qui seront immédiatement engagées :

- Renforcer le système de suivi et d'appui technique aux APS communautaires afin de soutenir leur action transformatrice dans les communautés, durant et après le projet ;
- Créer des activités économiques communautaires en soutien au travail remarquable des femmes activistes pour la paix et la cohésion sociale ;
- Renforcer la collaboration entre les acteurs de la justice formelle, justice transitionnelle et les leaders communautaires pour la lutte contre l'impunité au sein de la communauté ;
- Plaider auprès des autres agences du Système des Nations Unies pour fournir un appui multiforme et de réponses aux attentes de la communauté de Sam-Ouandja.



Le Premier Ministre Chef du Gouvernement et le Représentant de ONU Femmes posant avec la visibilité de la campagne

Le premier ministre chef du gouvernement lance la campagne nationale d'appui à la participation politique des femmes et à la prévention des violences faites à leur encontre pendant les élections locales de 2023 en RCA

13 février 2023 - La séance de travail entre le Premier Ministre Chef du Gouvernement de la République Centrafricaine, Monsieur Félix MOLOUA, et le Représentant Pays de l'ONU Femmes Centrafrique Monsieur Salvator Nkurunziza, consacrée à l'organisation des élections locales, a servi de cadre au lancement de la campagne nationale d'appui à la participation politique des femmes et à la prévention des violences faites à leur encontre pendant les élections locales de 2023. Les deux personnalités ont pris l'engagement au nom de leurs institutions respectives de tout mettre en œuvre et de travailler en étroite collaboration afin de parvenir à des élections locales inclusives et apaisées.

Après avoir salué la contribution significative de l'ONU Femmes dans le cadre des élections législatives et présidentielle de 2020/2021, le Premier Ministre Chef du Gouvernement a indiqué que : « le Gouvernement que je dirige est résolument tourné vers l'organisation des élections locales inclusives. Comme vous le savez, le code électoral est en cours de révision de manière à garantir une plus grande participation des femmes et des jeunes. L'ONU Femmes étant le partenaire privilégié en matière d'appui à l'autonomisation des femmes, nos attentes à son égard sont énormes... ».

A la question de savoir ce que ONU Femmes a prévu comme appui dans le cadre des élections locales, il a été indiqué par le Représentant Pays que l'ONU Femmes fournit un appui technique au processus de révision du code électoral et a financé la retraite de finalisation des travaux du comité en charge de l'élaboration de l'avant

projet du code révisé. ONU Femmes a financé l'établissement de 25 000 jugements supplétifs et de reconstitution des actes de naissance afin d'accroître l'inscription des femmes et des personnes vulnérables sur les listes électorales. Dans les prochains mois, 5 000 actes de naissances supplémentaires seront financés en faveur des femmes et des filles pygmées en âge de voter. ONU Femmes est partie prenante à la campagne nationale d'éducation civique à travers ses 880 relais communautaires chargés des sensibilisations de proximité à la base. Une caravane mobile de sensibilisation sera également soutenue par ONU Femmes pendant les opérations d'inscription sur les listes électorales.

Environ 560 candidates potentielles aux élections locales ont déjà été formées et ONU Femmes entend former au total 5 000 femmes et filles avant le premier tour du scrutin prévu pour le 16 juillet 2023. Une clinique d'assistance juridique aux femmes candidates sera mise sur pieds dans les prochains mois. Les candidates bénéficieront enfin d'un appui psycho-social pour la gestion du stress pré et post électoral. La séance de travail s'est achevée par une note de satisfaction du Premier Ministre, Chef du Gouvernement pour les actions en cours d'exécution et celles planifiées par ONU Femmes, et par une exhortation à ONU Femmes de joindre ses efforts à ceux du Gouvernement pour non seulement mobiliser les financements mais également assurer l'inclusion de tous les acteurs du processus électoral et notamment celle des femmes et les filles.

Le mois de mars, mois des droits de la femme, fut rempli d'activité pour davantage de plaider aux fins d'une meilleure sensibilité au genre en Centrafrique



Arrivée de la Première Dame de Centrafrique Mme Brigitte TOUADERA, Hôte d'honneur de la célébration de la Journée Internationale de la Femme 2023

La Première Dame Mme Brigitte TOUADERA, préside la célébration de la Journée Internationale de la Femme 2023 en Centrafrique

La première dame lance la célébration de la Journée Internationale de la Femme 2023 au siège de l'Organisation des Femmes Centrafricaines (OFCA) à Bangui.

« L'innovation et la technologie pour l'Egalité des sexes » est le thème global de cette édition de la Journée Internationale de la Femme 2023, contextualisé au niveau national par « l'innovation et la technologie numérique pour un leadership féminin et l'autonomisation de la femme et de la fille », le cérémonial de cette célébration en Centrafrique a mis un accent particulier sur un monde digital plus inclusif intégrant pleinement le genre.

Il ressort des différentes allocutions et interventions de circonstances que les réalités quotidiennes d'aujourd'hui dépendent indubitablement du numérique, une éducation de qualité et l'insertion du numérique comme levier permettant d'équilibrer les distorsions entre les femmes et les hommes donne sans doute une opportunité conséquente aux femmes et aux filles de Centrafrique et certainement du monde. L'appropriation du digital permet de réduire les violences basées sur le genre en ligne et contribuera à l'atteinte des ODD 5 qui reste un défi.

Remise du rapport du diagnostic des lois discriminatoires à l'égard des femmes ainsi que son plan d'action au Ministre d'Etat Chargé de la Justice, de la Promotion des Droits Humains et de la Bonne Gouvernance, Garde des Sceaux



Le Représentant Pays remettant le rapport au Ministre d'Etat Chargé de la Justice, de la Promotion des Droits Humains et de la Bonne Gouvernance, Garde des Sceaux

Le Représentant pays d'ONU Femmes Mr Salvator NKURUNZIZA, a rencontré Dr Arnaud DJOUBAYE ABAZENE, Ministre d'Etat Chargé de la Justice, de la Promotion des Droits Humains et de la Bonne Gouvernance, Garde des Sceaux pour échanger sur les efforts conjoints à réaliser afin de continuer à renforcer le cadre normatif favorable à la protection des droits des femmes et filles centrafricaines.

Cette rencontre ayant eu lieu le 8 mars, Journée Internationale de la Femme a été l'occasion de remettre au Ministre le rapport du diagnostic des lois discriminatoires à l'égard des femmes ainsi que son plan d'action réalisé en Aout 2021.

Les deux personnalités ont échangé également sur les prochaines étapes à suivre afin de mettre en œuvre le plan d'action de ladite étude pour une effective intégration de la dimension genre dans les lois et textes réglementaires en Centrafrique.



Les panelistes au café genre

“ Tous en avant pour le genre dans le secteur de la sécurité ” étaient les mots de conclusion de Mme la Chargée de Mission Genre au sein de la Coordination de la Réforme du Secteur de la Sécurité, représentante du Ministre Conseiller en charge de la RSS, en conclusion de cette 3e édition du Café Genre organisé par ONU Femmes ce 14 mars au Complexe Scolaire Galaxy.

En effet, en appui à l'action du gouvernement dans le cadre des efforts de réforme du secteur de la sécurité, et particulièrement la reconstruction de l'armée, le bureau de l'ONU Femmes en Centrafrique, avec l'appui de l'Union Européenne, a organisé un café genre sur le thème : Les approches pour une intégration efficiente du genre dans le secteur de la défense et de la sécurité.

Parler de l'égalité des sexes n'est pas forcément synonyme d'augmentation des effectifs des femmes pour les égaliser avec ceux des hommes mais c'est aussi et surtout une approche qui prend en compte la situation spécifique de celles-ci, leur protection face aux barrières socio-culturelles, aux VBG et EAS, aux différentes discriminations professionnelles, sans occulter la question d'intégration du genre dans la politique infrastructurelle des forces armées. C'est ce qui ressort notamment des interventions des quatre panélistes qui sont intervenus Monsieur FOUKPIO Narcisse Benoit (Procureur de la République), Madame KOBAMBA (Magistrate, Chargé de Mission Genre et Juridique à la Coordination de la RSS), Madame Le Colonel Léa YANGONGO (Directrice Générale de la Condition de Vie Militaire / Unique femme avec ce grade dans l'armée Centrafricaine) et Madame GOMINA PAMPALI (Du Forum des Femmes Parlementaires de Centrafrique).

L'intégration du genre dans les FDS permettra de les rendre inclusives, plus agiles, performantes pour mieux répondre aux défis d'aujourd'hui et demain, conformément à la vision politique clairement énoncée dans la stratégie nationale de la réforme du secteur de sécurité.

L'organisation de ce café genre entre dans le cadre des interventions d'appuis de ONU Femmes à la mise en œuvre de l'Agenda Femmes, Paix, Sécurité de la Résolution 1325, à travers le Projet « Promotion de l'agenda femmes, paix et sécurité (FPS) auprès des acteurs militaires en République Centrafricaine » financé par l'Union Européenne.



Vu de la salle pendant les exposés des intervenants au café genre

Le café genre « Pour un monde digital inclusif : innovation et technologies pour l'égalité des sexes » a réuni 113 étudiantes et étudiants de l'université de Bangui afin d'échanger sur leurs droits et les opportunités liées à l'utilisation correcte des Nouvelles Technologies de l'Information et de Communication (NTIC) à travers un Panel de haut niveau modéré par son Excellence **Douglas Carpenter** Ambassadeur de l'Union Européenne en Centrafrique avec les panelistes **Salvator NKURUNZIZA**, Représentant Pays d'ONU Femmes ; M **Gauthier GUEZEWANE**, Chargé de Mission à l'Economie Numérique ; Mme **Ludie ABA TOUMNOU**, Doyen de la Faculté des Sciences, Mme **Irène MOUSSA KEMBE**, Directrice Générale de la Société de Téléphonie Mobile Telecel Centrafrique et Mme **Marlène Gervil-Yambala**, Directrice Générale de GETEX, Made in Central African, sous la facilitation de M **Ulrich Martial SANDY**, Chargé de Programme Autonomisation Economique à [ONU Femmes en République Centrafricaine](#)



L'Unique Colonel des Forces Armées Centrafricaines (FACA) répondant aux médias

Session d'orientations aux étudiants avant le café genre



Photo de famille après les sessions de discussions avec les étudiants

Photo de famille après les sessions de discussions avec les acteurs des forces de défenses et de sécurité (FDS)



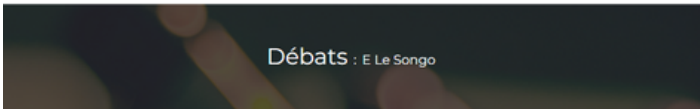
Travaux de groupe des étudiants sur NTIC



Session de questions pendant le Café Genre sur les approches pour une intégration efficiente du genre dans le secteur de la défense et de la sécurité



Emission E LE SONGO : les débats sur les approches d'intégration efficiente du genre dans les forces armées centrafricaines et le digital inclusif : innovation et technologies pour l'égalité des sexes s'invitent à la radio NDEKE LUKA (fondation hirondelle)



Les principaux débatteurs sur le plateau des Matins de Ndeke Luka. Au centre, Bertille Chistine Hamazoda

Quelles approches pour une intégration efficace du genre dans le secteur de la défense et de la sécurité ?

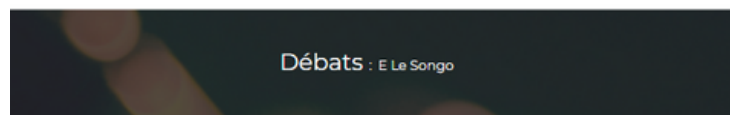
Retrouvez l'émission en ligne [ICI](#)

Femmes, Paix et Sécurité auprès des acteurs militaires ont échangé autour de ces quelques questions : Quelles sont ces approches ? Quels sont les objectifs recherchés à travers la résolution 1325 ?

Aussi, Constance GOUNEBANA, ancienne ministre et professeur vacataire à l'université de Bangui ; Candide MOKAMA, directrice de la lutte contre les violences sexuelles basées sur le genre et les pratiques néfastes ; Marie Agate DOUALI, présidente du collectif des femmes du département de l'économie numérique et Melky Dana, chef du service d'application des normes au ministère de l'Economie numérique ont entretenu les auditeurs de la Radio sur l'innovation et à la technologie numérique pour le leadership féminin et l'autonomisation de la femme. Car le digital est considéré est comme un nouvel outil pouvant permettre aux femmes et filles centrafricaines d'être libres, autonomes et avancées dans la technologie.

Après les échanges entre les différents acteurs de la défense et de la sécurité, mais également les étudiants de la Faculté des Sciences de l'Université de Bangui, dans l'optique de faire passer le message à un éventail considérable de la population centrafricaine, la table ronde des Matins de Ndeke Luka : E LE SONGO avait parlé de l'approche pour une intégration efficiente du genre dans le secteur de la défense et de la sécurité.

Benoit Narcisse FOUKPIO, Procureur près la Cour d'appel de Bangui ; Manuela KOKAMBE, chargée de mission juridique et genre à la Coordination nationale de la réforme du secteur de sécurité, à la présidence de la République et Novella NIKWIGUIZE, chargée de programme Femmes, Paix, Sécurité, Action Humanitaire et Réduction de Risques de Catastrophes et KOAGOU KOUNGOUNDO Achille Ismaël, Officier Genre et Sécurité en charge du projet Promotion de l'agenda



Les principaux débatteurs sur la Table ronde des Matins de Ndeke Luka. Au centre, Bertille Chistine Hamazoda

« L'Innovation et la technologie numérique pour le leadership féminin »

Retrouvez l'émission en ligne [ICI](#)

ONU Femmes Centrafrique fait établir 28 000 actes de naissances aux femmes et filles en âge de voter afin d'accroître le taux de participation féminine aux processus électoraux en RCA



Une audience foraine pour l'établissement des jugements supplétifs à Bozoum

Le premier acte administratif de tout un individu est la déclaration de naissance qui, selon le droit centrafricain, débute à l'hôpital (lieu de naissance) et s'achève à la Mairie par l'enregistrement de l'acte de naissance. Tout premier acte d'état civil, l'acte de naissance confère à l'individu un certain nombre de droits et prérogatives dans la vie quotidienne y compris en matière électorale. C'est l'acte de naissance qui concrétise et matérialise la citoyenneté d'un individu, son appartenance à un Etat donné.

Au rang des pièces à fournir afin de s'inscrire sur le fichier électoral en Centrafrique, y figure l'acte de naissance ou le jugement supplétif. L'absence de pièce officielle (CNI, Passeport etc.) ou encore d'un acte de naissance/jugement supplétif est une barrière et un sérieux à la participation à la vie publique et politique. En l'absence d'une pièce officielle, un individu ne saurait être électeur encore moins candidat à un processus électoral.

En raison de plusieurs facteurs combinés de nombreuses personnes ne disposent pas de pièces officielles en RCA. Entre autres facteurs, on peut citer : Les nombreux conflits armés qui ont parfois entraînés la destruction totale ou partielle des habitats des populations les contraignant à des déplacements ou à l'exile dans la précipitation, l'absence et ou l'éloignement des services sociaux de base dans certaines localités du pays, les couts relativement élevés des pièces officielles par rapport au pouvoir d'achat des populations, l'incivisme et ou le manque de volonté de certains individus etc. Selon les conclusions de l'étude sur l'Etat civil en République centrafricaine : Enjeux, Pratiques et Effets sur l'accès à la justice et la réalisation des droits fondamentaux menée en juillet

2017 par l'ONG Avocat Sans Frontière, « dans les 3e, 7e et 8e arrondissements de Bangui, 61% des personnes interrogées (en majorité des femmes) n'ont pas d'acte de naissance ». Ce facteur pourrait expliquer en partie pourquoi, malgré la majorité démographique des femmes (près de 51% de la population), leur pourcentage d'inscription sur la liste électorale (46,25%) était inférieur à celui des hommes (53,73%).

Afin de renverser cette tendance et d'accroître la participation des femmes à la vie publique et politique, le Bureau Pays de ONU Femmes Centrafrique, sous financement du Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix (PBF), a fait établir vingt-huit mille (28 000) jugements supplétifs ou de reconstitution d'acte de naissance aux femmes et Filles à l'âge de voter des localités suivantes : Bozoum, Bocaranga, Batangafo, Markounda, Nana Bakassa, Alindao, Kouango et Ndélé, Moboma, Mongoumba ; Samouandja et Berberati. En droite ligne du respect du principe de ne laisser personne pour compte, les populations autochtones notamment les pygmées et les personnes vivant avec un handicap représentent une part importante (25%) parmi les bénéficiaires de cet appui.



Portrait

Pour moi l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles est plus qu'un concept.

Novella Nikwigize est Chargée de Programme Femmes, Paix, Sécurité, Action Humanitaire et Réduction des Risques de Catastrophes au Bureau Pays de ONU femmes en Centrafrique.

Depuis 6 ans et quelques mois, elle travaille pour ONU Femmes, de 2017 à 2019 au Rwanda et depuis fin 2019 en Centrafrique.

Travailler à ONU Femmes pour Novella, c'est combiné deux choses qui la tiennent à cœur : - D'abord, lier sa formation académique à sa profession mais surtout l'appliquer de manière concrète. - Ensuite, établir clairement le lien entre le développement (de nos pays) et la prise en compte des questions de genre.

Le métier de Novella consiste à comprendre en quoi est-ce que le genre ou la participation des femmes est une question capitale pour les questions de consolidation de la paix et de sécurité.

Donc, c'est de comprendre quel est le problème, de chercher des solutions, de mobiliser les ressources au tant humaines que financières pour pouvoir contribuer à trouver des solutions concrètes aux problèmes que vivent les femmes dans les contextes de consolidation de la paix et les questions de sécurité, aux questions de défense mais également quand il s'agit de l'action humanitaire.

Mais surtout, d'être innovant dans le cadre de ce qui est possible de faire pour avoir des solutions locales pouvant contribuer aux solutions globales.

Novella est fière et contente de faire partie de la grande famille ONU Femmes et travaille au quotidien avec les activistes des droits humains et les féministes qui contribuent à faire de notre société une société plus égalitaire, plus inclusive mais également plus performante, plus juste et plus fonctionnel.



ONU Femmes RCA
Avenue de l'Indépendance
B.P 872 Bangui



www.unwomen.org

Suivez-nous sur :

